

«Danser encore», ou la revanche des cigales insoumises

PAR ANTOINE PERRAUD
ARTICLE PUBLIÉ LE VENDREDI 7 MAI 2021



© Capture d'écran Youtube

Retour sur *Danser encore*. Un cantique contre la gestion tragiquement nulle de la pandémie par le pouvoir, en France et ailleurs. Une chanson lame de fond, parfois sur une ligne de crête discutable. Mais un hymne bienvenu à l'insubordination.

Est-ce céder à l'illusion lyrique ? Ou est-ce plutôt se hisser jusqu'à la perspicacité poétique ? *Danser encore*, une rafraîchissante rengaine affranchissante, ringardise depuis quatre mois la prétendue politique sanitaire d'un pouvoir aux abois qui confine, musèle, voire dresse son monde, histoire de l'acclimater au virus.

Danser encore est l'œuvre d'un natif de Roubaix voilà 45 ans, Kaddour Hadadi, qui se veut « *saltimbanque citoyen du monde* », et de son groupe HK et les Saltimbanks. Les mêmes avaient lancé *On lâche rien* en 2011, année d'effervescence planétaire – des Printemps arabes au Printemps érable au Québec. *On lâche rien* était repris à tire-larigot et jusqu'à plus soif dans les manifestations françaises, puis adopté par deux candidats plus à gauche que la moyenne lors de l'élection présidentielle du printemps 2012 : Jean-Luc Mélenchon et Philippe Poutou.

Dix ans plus tard, au milieu d'une pandémie dont on ne voit pas la fin, sur une musique toujours portée par une énergie orientale mais moins âpre, plus tempérée, parfaitement hypnotique et usant davantage d'une ironie rebelle que d'une colère surchauffée, HK et les Saltimbanks pulvérisent le pouvoir à coups de vers octosyllabiques :

Et quand le soir à la télé Monsieur le bon roi a parlé Venu annoncer la sentence Nous faisons preuve d'irrévérence Mais toujours avec élégance

Cette élégance revendiquée dans la contestation, cette révolte qui passe par l'irrévérence, aboutit à une fusion rare entre les bobos et le populo, depuis quelques semaines, à mesure que *Danser encore* s'impose en hymne à la résistance culturelle, en chant des partisans de l'ouverture des festivals. Sur les places et sur les parvis, nous assistons à l'éclosion d'un dandysme plébéien, d'une roture raffinée. C'est à chaque fois et un peu partout un moment chavirant d'intelligence populaire, de douceur canaille et de rébellion créatrice.

D'aucuns pourraient regimber pour des raisons compréhensibles – qui n'a pas des proches ou des connaissances emportés par le virus ou vivant une convalescence interminables ? Rappelons que *Danser encore* se déploie dans l'espace public, à l'air libre, là où la transmission s'avère faible, contrairement au champ clos des transports en commun ou des bureaux. Il s'agit d'exprimer sa révolte au grand air, face à un gouvernement qui entend, quoi qu'il en coûte, maintenir son « *auto-métro-boulot-conso* » et d'autres zones de propagation telle l'école; tout en s'achetant une bonne conscience en claquemurant les lieux de culture.

Nous sommes des oiseaux de passage Jamais dociles ni vraiment sages Nous ne faisons pas allégeance À l'aube en toutes circonstances Nous venons briser le silence

Le personnel hospitalier pourrait se sentir bafoué, heurté de plein fouet par un chant un rien muscadin, qui jamais ne prononce le mot Covid ni n'exprime la réalité menaçante du virus. C'est toute l'ambiguïté d'une œuvre assez universelle pour être adoptée par les sensés comme les déraisonnables. Il y a du brassage dans l'air quand *Danser encore* surgit. Chacun l'entend à sa façon, la voit à sa porte.

Auto-attestation qu'on signe Absurdité sur ordonnance Et malheur à celui qui pense Et malheur à celui qui danse

Il est aisé, en forçant la note, de déceler un esprit de parti et de clocher, une forme de sectarisme, au début et à la fin de la vidéo ci-dessous, qui montre comment, le 1^{er} Mai, *Danser encore* s'est invité au jardin du Luxembourg à Paris, face au palais de Médicis où siège le Sénat. La citation inaugurale est contestable : « *Un peuple prêt à sacrifier un peu de liberté pour un peu de sécurité ne mérite ni l'une ni l'autre, et finit par perdre les deux.* » Attribuée à Benjamin Franklin, la sentence a été récupérée par l'économiste Friedrich Hayek, père de l'ultralibéralisme, dans *La Route de la servitude* (1944), dénonciation délirante du rôle de l'État et de tout interventionnisme dans la sphère économique – jugés totalitaires.

La fin de la vidéo ci-dessus ne vaut donc pas mieux que le début, avec cette voix de manifestant qui se voudrait patricienne et qui lâche, à propos des forces de l'ordre : « *Pour le moment ils ont une paye, alors ils travaillent.* » Cela fleure son élitisme et son mépris de classe. Et pourtant, *Danser encore* s'avère un grand moment « élitaire pour tous », improvisé de main de maître, à chaque fois éparpillé, décentralisé, dépassant même le cadre des frontières pour symboliser la mondialisation malheureuse face à la pandémie, aux quatre coins de l'Europe, voire de la planète.

Chaque mesure autoritaire Chaque relent sécuritaire Voit s'envoler notre confiance Ils font preuve de tant d'insistance Pour confiner notre conscience

Danser encore marquera-t-elle son époque au fer rouge ? Sera-t-elle l'une de ces prophéties réalisatrices passant souvent par la chanson, intersigne des révoltes

logiques qui viennent ? En 1968, bien davantage que l'éditorial « *La France s'ennuie* » (Pierre Vianson-Ponté, *Le Monde*, 15 mars 1968), *Animal on est mal* (Gérard Manset) annonce et reflète l'explosion estudiantine de Mai. Quant à l'embellie du Front populaire, elle est tout entière en gestation dans la chanson de Mireille et Jean Nohain : *Fermé jusqu'à lundi*.

Que nous réservent alors, en 2021, ces paroles ? Un recentrement nombriliste ou une sédition inclusive ?

Ne soyons pas impressionnables Par tous ces gens déraisonnables Vendeurs de peur en abondance Angoissants, jusqu'à l'indécence Sachons les tenir à distance

À Barcelone, épice de tant d'insoumission et de mythes (« *Pour l'anarchiste à qui tu donnes/ Les deux couleurs de ton pays/ Le rouge pour naître à Barcelone/ Le noir pour mourir à Paris/ Thank you Satan* », s'époumonait Léo Ferré), *Danser encore* a choisi son camp : celui de l'indiscipline civique.

Ne pas se plier aux injonctions de pouvoirs toujours prompts à nous traiter en souris de laboratoire n'est pas l'apanage de l'anarchie. En 1947, André Gide, récipiendaire du prix Nobel de littérature, justifiait ainsi sa trajectoire et sa présence sur terre, dans une lettre au jury qui l'avait honoré : « *Très jeune encore, j'écrivais : "Nous vivons pour représenter." Si vraiment j'ai représenté quelque chose, je crois que c'est l'esprit de libre examen, d'indépendance et même d'insubordination, de protestation contre ce que le cœur et la raison se refusent à approuver.* »

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.